Le sort des populations après 1918

Commissions de triage, expulsions, épuration des administrations et des institutions scolaires et universitaires

The future of the population after 1918: setting up commissions meant to sort, expell and cleanse administrations, including schools and universities

Das Schicksal der Bevölkerung nach 1918: Sortierungskommissionen, Ausweisungen, Säuberung der Verwaltung, des Schulwesens und der Universität

François Uberfill

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3455>

DOI : 10.4000/alsace.3455

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 107-128

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Uberfill, « Le sort des populations après 1918 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3455> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3455>

Le sort des populations après 1918

commissions de triage, expulsions,
épuration des administrations
et des institutions scolaires et universitaires

107

François Uberfill

Entre l'automne 1918 et l'été 1919, les événements se précipitent en Alsace. Une succession de décisions dont on ne sait pas toujours d'où elles émanent et à qui elles sont destinées renforcent le climat d'incertitude, en particulier dans les villes. À Strasbourg où de nombreux Allemands se sont installés depuis 1870, l'atmosphère est tendue, tant parmi les Allemands immigrés que parmi les Alsaciens. Les décisions imposées durant les six premiers mois du retour de l'Alsace à la France s'inscrivent durablement dans les mémoires¹.

Contrairement à ce qui a été souvent affirmé, la plupart des mesures prises par les nouvelles autorités ne sont pas le fruit de l'improvisation. En effet, dès le début de l'année 1915, le sort des populations présentes sur le sol alsacien est l'une des préoccupations de la Conférence d'Alsace-Lorraine. Durant la semaine du 19 au 26 avril, l'un de ses membres les

1. François UBERFILL, *La société strasbourgeoise entre France et Allemagne (1871-1924)*, Strasbourg, Société savante d'Alsace, « Recherches et documents », tome 67, 2001. Christian BAECHLER, *Les Alsaciens dans le Grand Tournant de 1918*, Strasbourg, L'ami hebdo/MEDIA, 2008.

plus influents, l'abbé Wetterlé, impose le système des cartes attribuées en fonction de la nationalité et avance l'idée des commissions de triage. Dans le même temps, la Conférence adopte le principe du plébiscite².

Mais, dès l'entrée des troupes françaises dans les principales localités alsaciennes, les données changent. La célèbre proclamation de Poincaré le 9 décembre 1918 au balcon de l'Hôtel de ville de Strasbourg : « Messieurs, le plébiscite est fait. L'Alsace s'est jetée en pleurant de joie au cou de la mère patrie retrouvée » ne constitue pas une affirmation nouvelle. Elle ne fait que prendre acte de l'état de l'opinion. À partir de là, s'enclenche un processus que les autorités militaires et civiles, le sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil Jules Jeanneney, le Haut Commissaire Maringer, puis le Commissaire général Millerand ne maîtriseront pas toujours. La distribution des cartes par les mairies, l'instauration des commissions de triage mises en place en plusieurs temps, enfin, les expulsions des Allemands, des opérations d'abord sauvages, puis décidées par le gouvernement, s'enchaînent sans répit. Plus tardivement, la création de commissions spéciales pour l'examen des étrangers, apparaît comme une décision plus longuement mûrie. L'ensemble de ces mesures ont laissé un mauvais souvenir, exploité non seulement par des agitateurs ou certains organes de presse méfiants vis à vis de l'action de la France, mais aussi par des hommes qu'on ne saurait qualifier de revanchards, tel ce jeune professeur du Lycée de Colmar, Marie-Joseph Bopp, qui dès 1922 écrit une pièce de théâtre en dialecte alsacien où il s'en prend avec virulence au fonctionnement des commissions de triage³. Ce mécontentement, né des décisions prises dès les premiers mois qui ont suivi la fin de la guerre, s'est ensuite cristallisé et a donné naissance au « malaise alsacien ».

Un rappel du contexte des derniers mois de l'année 1918 et des premiers mois de l'année 1919 est nécessaire pour comprendre les décisions des différentes autorités. La mise sur pied, le fonctionnement et le bilan des commissions de triage seront ensuite abordés. Puis, quelques

2. Joseph SCHMAUCH, « Préparer la réintégration des provinces perdues. La Conférence d'Alsace-Lorraine et les Services d'Alsace-Lorraine à Paris », in Jean-Noël GRANDHOMME (dir.), *Boches ou Tricolores. Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2008, p. 285-300.

3. Jean-Marie GALL, « 80 ans de théâtre alsacien de Colmar. Les lettres en Haute Alsace, poètes et écrivains », *Saisons d'Alsace*, n° 73, 1981, p. 49 et suivantes. La pièce qui devait être jouée à Colmar en 1922 fut interdite quelques instants avant la levée de rideau.

éléments seront apportés au dossier de l'expulsion des Allemands, une opération complexe et dont l'ampleur a longtemps constitué un sujet de controverse entre historiens.

Le contexte des premiers mois du retour à la France

L'accueil réservé aux troupes françaises

L'historiographie française s'est longtemps contentée de décrire l'accueil enthousiaste réservé aux soldats français et les scènes de liesse populaire qui ont accompagné leur entrée dans les villes alsaciennes. Elle n'a retenu que le débordement de joie marquant le retour de l'Alsace à la France et a décrit avec délectation l'éblouissement tricolore. Il est vrai que Paris avait soigneusement préparé l'entrée en Alsace des troupes victorieuses. Pourtant, l'accueil des troupes dans un certain nombre de localités d'Alsace, en particulier dans les villages du Nord, a été des plus réservé⁴.

D'autre part, les « revenants », c'est-à-dire les Alsaciens qui avaient opté pour la France en 1872 et qui retrouvent leur pays d'origine, ignorent la somme des souffrances endurées par les populations durant les années de guerre. Ils ne peuvent comprendre l'état d'esprit de leurs compatriotes qu'ils ont quittés il y a 45 ans. Ils excitent le désir de revanche des Alsaciens. Or, le sentiment dominant qui anime la majeure partie de la population alsacienne est la haine du Prussien, de l'officier, du soldat ou du fonctionnaire, qu'ils assimilent à l'Allemand. Ils savourent la joie du retour à la paix. Enfin, les 350 000 Alsaciens-Lorrains qui ont servi sous l'uniforme *feldgrau* restent à l'écart des manifestations. Ils se sentent marginalisés et exclus de la fête. Ils vivent les cérémonies avec un sentiment de honte.

Très vite les dures réalités prennent le dessus. Certes, l'arrivée des troupes françaises s'est traduite par le retour du pain blanc et du vin rouge qui coule à présent à flot. Mais dès la fin novembre, les difficultés de ravitaillement se font sentir et l'approvisionnement des villes, en

4. Philippe HUSSER, *Journal d'un instituteur alsacien, 1914-1951*, Strasbourg, La Nuée Bleue, p. 153-160. Hans-Veit BEYER, *Elsaß 1918 – Anfang 1919 und die Frage der deutschen Kultur*, Wien, Phoibos Verlag, 1995, p. 37-42.

particulier en viande, se fait rare à la suite de la désorganisation des transports ferroviaires qui empêche l'importation des marchandises en grande quantité. À Strasbourg, l'Office municipal de ravitaillement dont le directeur, bien qu'étant un immigré allemand a été maintenu à son poste par le maire Jacques Peirottes, est désorganisé à la suite de violents affrontements entre Allemands et Alsaciens. *Le Journal d'Alsace-Lorraine* met en cause le fonctionnement de l'ensemble des services municipaux⁵. Ces dérèglements engendrent la hausse des prix des denrées alimentaires. Or la période de Noël approche et les ménagères s'impatientent.

Les modalités du changement monétaire

Elles sont la source d'un mécontentement supplémentaire. Un arrêté du 26 novembre 1918 oblige les Alsaciens-Lorrains à déclarer les sommes en leur possession et exige que le change se fasse au taux d'un franc contre un mark. Lorsque Jules Jeanneney en fixe le taux à 1,25 franc, les Alsaciens exultèrent. Certains qui disposent en banque de grosses sommes qu'ils avaient empruntées il y a peu aux Allemands réalisent des gains scandaleux, tandis que les Allemands subissent un taux bien moins intéressant. Cet état de fait donne naissance à des antagonismes entre riches et pauvres, Alsaciens et Allemands qui sont exaspérés par une telle discrimination. L'opération contribue encore un peu plus à renchérir le coût de la vie⁶.

La tension sur l'emploi

Elle est surtout perceptible à Strasbourg et à Mulhouse. Les soldats démobilisés qui désirent retrouver un emploi constatent que dans de nombreuses entreprises, ceux-ci sont tenus par des Allemands. L'agitation est particulièrement vive à l'Arsenal de Strasbourg qui occupe en 1918 encore 2 800 ouvriers, dont 1 000 d'origine allemande. Certains ont été licenciés, d'autres sont partis volontairement. Le chef de la Sûreté alerte le Haut Commissaire Maringer sur le risque d'un affrontement et

5. *Le Journal d'Alsace-Lorraine*, 28 décembre 1918. Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg (AVES), Délibération de la Commission municipale du 30/12/1918.

6. Jean DE PANGE, *Les libertés rhénanes*, Paris, 1923. *Volksfreund*, 23/2/1919.

ne voit qu'une solution : expulser tous les ouvriers allemands. Un autre point de tension est constitué par les Ateliers de réparation ferroviaire de Bischheim où les affrontements sont quotidiens⁷.

Léon Ungemach qui préside la Commission municipale de Strasbourg s'inquiète de la montée des tensions et de certaines initiatives : « Il y a un grand nombre de personnes qui se posent en martyres et prennent une attitude insupportable. Nous, et tous ceux qui étaient au front et qui avons souffert bien des misères, nous étions malheureux au moins autant qu'eux. L'affaire est démesurément exagérée ».

111

La Commission municipale se sent dépassée. Un climat de délation se développe à tel point que le Commissaire de police se trouve débordé par le nombre de lettres de dénonciation reçues. Dans le même temps, les premières expulsions d'Allemands ont lieu sans que l'on sache qui est à l'origine des décisions. Les conditions dans lesquelles elles interviennent sont telles qu'une partie de la population alsacienne s'en inquiète et fait part de ses craintes au Haut Commissaire. Tout le monde est dans l'attente de décisions⁸.

Le rôle de la presse

La presse entretient ce climat de tension, ce qui exacerbe les passions. La tension est à son paroxysme au printemps 1919, dans l'attente de la nomination du Commissaire général Millerand. Bien que les expulsions aillent bon train et qu'elles atteignent alors le chiffre de 1 700 par mois, certains journaux estiment que les départs forcés ne vont pas assez vite : trop de fonctionnaires et de personnes compromises avec le régime allemand sont encore présents à Strasbourg. La presse a tendance à voir dans chaque fonctionnaire maintenu un agent de l'Allemagne. Plusieurs organes les soupçonnent d'alimenter le mécontentement des travailleurs et d'attiser les conflits du travail. Ils montent en épingle des incidents qui se sont produits à Strasbourg et à Mulhouse et qui ont abouti devant le

7. Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), 121 AL 899, Rapport du colonel Dorne du 3/12/1918. *Ibid.* : Lettre du chef de la Sureté auprès du Haut Commissaire, 28/12/1918.

8. Sur l'évolution de l'opinion publique pendant et après la guerre, se reporter à Christian BAECHLER, *L'Alsace entre la guerre et la paix. Recherches sur l'opinion publique (1917-1919)*, Strasbourg, 1969.

tribunal militaire. Pour *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* du 15 avril 1919, la solution est évidente : « Il s'agit de débarrasser le plus vite possible notre pays de ces éléments ». Le *Nouveau Rhin français* n'est pas en reste. Selon lui, on a trop tergiversé à renvoyer les cadres de l'ancienne administration, mais aussi « un certain nombre d'indigènes dont le passé est trop chargé pour leur permettre d'espérer l'oubli de leur défaillance nationale... On a trop tardé à nettoyer le pays de cette vermine⁹ ».

Le tri des populations : le classement par cartes et les commissions de triage

Le classement de la population

Tandis que les villes sont le cadre de manifestations presque quotidiennes et que les habitants attendent des mesures, les mairies reçoivent les instructions d'opérer le classement des populations en catégories suivant la décision de la Conférence d'Alsace-Lorraine. Les mairies se livrent alors à des recherches dans les registres d'état-civil. Le classement se fait en quatre catégories et les habitants reçoivent des cartes qui se distinguent par des bandes de couleurs différentes :

Cartes A : Réservées aux Alsaciens de souche (parents et grands-parents de descendance française).

Cartes B : Délivrées aux personnes dont l'un des parents est d'origine étrangère.

Cartes C : Attribuées aux enfants dont les deux parents sont natifs d'un pays neutre.

Cartes D : Délivrées aux étrangers d'origine allemande ou autrichienne.

9. ADBR, 121 AL 152. Les expulsions et les départs volontaires d'Allemands, difficiles à distinguer, sont estimés à environ 3 000 pour le seul mois de novembre 1918.

Les titulaires d'une carte A bénéficient de la liberté de circulation et d'un taux de change supérieur. À Strasbourg où 125 729 cartes ont été établies, leur distribution s'est étalée sur deux mois et a nécessité l'embauche d'un important personnel¹⁰.

Cartes A	77 401	61,6 %
Cartes B	14 733	11,7 %
Cartes C	2 457	2 %
Cartes D	31 138	24,8%
Total	125 729	100 %

Répartition des cartes A B C D à Strasbourg

Le classement des populations en catégories, loin de résoudre le problème du sort des Allemands, est à l'origine de nombreuses contestations portées devant les services de la police et génère une vague croissante de dénonciations. À la mi-décembre 1918, le Commissaire spécial recommande de créer des « commissions composées de notables réunissant une parfaite connaissance des hommes et des choses » pour examiner les dossiers. En fait, de telles commissions avaient déjà été instituées par une instruction ministérielle du 2 novembre 1918. Elles étaient « chargées de l'examen individuel des Alsaciens qui ont été signalés par leurs sentiments germanophiles, [...] qui ont dénoncé leurs compatriotes et qui ont causé un préjudice moral à leurs concitoyens de sentiments nationalistes ou francophiles ». Dans le contexte de troubles de l'hiver 1918-1919, le Haut Commissaire décide de ne leur apporter aucune suite.

L'instruction de janvier 1919 de Clemenceau

À Strasbourg, la situation se dégrade rapidement et une épuration sauvage se met en place. Le gouvernement français se décide à réagir. Le 24 janvier 1919, Clemenceau, président du Conseil des ministres et ministre de la Guerre signe une instruction précisant que le droit d'expulsion relève exclusivement de l'autorité gouvernementale et

10. ADBR, 159 AL 170.

demande aux commissaires de la République « de faire preuve de la plus grande fermeté vis-à-vis des Allemands dont les agissements et les excès sont cause de grave agitation ¹¹ ».

114

L'instruction de Clemenceau est relayée par une instruction de Jules Jeanneney qui précise le fonctionnement des commissions de triage. L'idée première remonte aux débuts de la guerre où de telles commissions avaient été mises en place dans les vallées vosgiennes et dans certaines localités du Sundgau libérées en 1914. Les Alsaciens avaient été classés en trois catégories, « bons », « douteux » et « suspects ». Les personnes classées dans cette dernière catégorie avaient été internées dans des « dépôts », qualifiés ensuite de « camps de concentration ». Il y eut ainsi 15 000 civils alsaciens-lorrains internés dans les départements français durant une grande partie de la guerre. L'administration de ces dépôts relevait exclusivement de l'autorité militaire. Aux dires d'un membre de la Cour d'Appel de Colmar, leur fonctionnement fut anarchique.

L'instruction du 18 février 1919 crée officiellement ces nouvelles commissions, au nombre de douze pour le Bas-Rhin, qui fonctionneront durant cinq mois jusqu'à la signature du traité de Versailles qui réintègrait les Alsaciens-Lorrains dans la nationalité française. Elles sont formées de neuf membres, trois membres désignés par l'état-major de la IV^e Armée, trois désignés par le sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, trois par le Haut Commissaire de la République. Elles vont travailler dans un climat marqué par la suspicion et le manque de moyens.

Bilan des commissions de triage

Les dossiers auraient dû être classés au cabinet du préfet, puis versés aux archives. Ce fut loin d'être le cas. À Strasbourg, beaucoup de dossiers ont disparu, certains ont été brûlés. À Colmar, en 1935, le préfet du Haut-Rhin fait sortir des Archives départementales l'ensemble des liasses concernant les activités des commissions. Elles seront détruites dans l'incendie qui ravagea les bâtiments de la Préfecture quatre ans plus

11. ADBR, 121 AL 152 et AL 140, rapport du général Gouraud au Haut Commissaire, 3/12/1918.

tard¹². Dans ces conditions, il n'est pas possible de fournir un bilan précis, il faut se contenter de données partielles. Ainsi dans l'arrondissement de Molsheim où la commission a examiné 74 cas, 30 % des personnes ayant comparu ont été expulsées¹³. Le pourcentage est identique dans l'arrondissement de Saverne où seulement 46 personnes ont été amenées à comparaître.

Les commissions du second degré appelées à fonctionner comme une commission d'appel ont la possibilité de réexaminer les dossiers. Celle de Strasbourg traite 3 500 dossiers en quatre mois, soit en moyenne 15 par jour : 20 % des personnes ayant comparu sont expulsées, 20 % sont placées en résidence surveillée, tel Charles Hauss, le dernier secrétaire d'État du Ministère d'Alsace-Lorraine. Seuls 23 % parmi les comparus sont relaxés. Mais les chiffres sont trompeurs, car nombre d'Alsaciens se sentant menacés ont quitté discrètement la province. Ces commissions, au fonctionnement chaotique, n'ont pas été en mesure de jouer le rôle de commission d'appel par manque de temps et de moyens.

Les traces laissées par les commissions

Elles ont durablement marqué les esprits. Conçues comme un moyen de bannir de la communauté alsacienne ceux de ses membres qui s'étaient trop compromis avec les Allemands, les commissions de tri devaient fonctionner dans l'esprit de leurs auteurs comme une thérapie collective destinée à exorciser les démons allemands. Ce travail de tri, on a même employé à ce propos le terme de purification, devait préparer la voie à la francisation. Mais il a ouvert les vannes à une vague de dénonciations qu'on ne réussit plus à endiguer.

La décision de créer ces commissions et leur fonctionnement chaotique ont été rapidement dénoncés. Camille Dahlet est pharmacien, il est issu d'une famille très francophile. Il a été emprisonné dès 1914, puis envoyé en résidence forcée en Allemagne. Il publie en septembre 1919 dans

12. Archives départementales du Haut-Rhin. Les séries se rapportant aux commissions de triage du Haut-Rhin ont été sorties des archives par le chef du cabinet du préfet en mars 1935 et jamais réintégrées.

13. Charles Spindler, peintre et aquarelliste, fournit une description édifiante de leur fonctionnement dans le journal qu'il tint pendant la guerre, publié sous le titre *L'Alsace pendant la guerre*, Strasbourg, Imprimerie alsacienne, 1925, p. 755-756.

le journal *La République* un violent réquisitoire contre les agissements des revenants. Pour la plupart d'entre eux, réparation voulait dire vengeance. Et il poursuivait : si cette politique se prolongeait, « elle produirait pour l'Alsace le résultat que les Allemands se sont efforcés vainement d'atteindre pendant 48 ans, ou tout au moins son détachement de la France ».

Dix ans plus tard, Robert Redslob, alors Doyen de la faculté de Droit, dont l'avancement avait été retardé lorsqu'il enseignait dans l'Université allemande, est tout aussi critique : « Une véritable chasse à courre se déchaînait contre ceux qu'on accusait ou soupçonnait de faire des concessions à l'ancien maître ». Il exprimait son effarement devant la procédure utilisée. Le souvenir de ces agissements cristallisa les ressentiments au début des années 1920¹⁴.

En 1936, le député d'Altkirch, Marcel Stürmel, prend la tête d'un combat pour la révision des décisions des commissions. À sa demande, la question est à plusieurs reprises évoquée devant la Commission d'Alsace-Lorraine de l'Assemblée nationale présidée par Robert Schuman. Le président du Conseil Pierre Laval manifesta quelques velléités de revoir la question en demandant aux préfets des trois départements anciennement annexés de rassembler tous les éléments. Puis il renonça.

Les expulsions des Allemands immigrés et de leurs descendants. Quelques données du problème

Les commissions de triage n'étaient compétentes que pour les Alsaciens et pour ceux ou celles d'entre eux qui avaient épousé un(e) Allemand(e). Ces derniers, en vertu d'une disposition du traité de Versailles, avaient la possibilité de demander leur réintégration dans la nationalité française.

Une présence nombreuse, essentiellement concentrée dans les villes

À la veille de la guerre, la présence allemande en Alsace représentait quelque 130 000 personnes inégalement réparties entre la Haute-Alsace, (38 500) et la Basse-Alsace (90 000). La part des militaires était très forte,

14. Geneviève BAAS, *Le malaise alsacien, 1919-1924*, Strasbourg, 1972.

près de 31 000 dont 15 000 pour la seule garnison de Strasbourg. Des garnisons étaient établies dans toutes les villes moyennes et la présence de troupes était source de nombreux incidents.

C'est Strasbourg qui renferme la plus grande concentration d'*Altdeutsche*, des Allemands originaires des autres États allemands et leurs descendants. En 1910, ils sont près de 60 000, soit 35,5 % de la population totale. Arrivés par des flux continus, ils sont d'abord considérés avec une grande méfiance, puis se sont ensuite habitués à coexister avec les éléments indigènes. Ils se sont installés dans la *Neustadt*, repoussant les Alsaciens vers l'extérieur. Entre les deux communautés, se sont constitués peu à peu des liens, concrétisés par des mariages entre immigrés et indigènes. À partir de 1895, ceux-ci représentent 22 % des unions célébrées à Strasbourg. Les Allemands détiennent tous les postes de la haute administration, la quasi-totalité des chaires universitaires, ils peuplent l'administration de la poste et des chemins de fer, ainsi que les tribunaux. Les ouvriers allemands sont majoritaires à l'Arsenal, ainsi que dans de grandes entreprises industrielles, telles que les Tanneries de Lingolsheim¹⁵.

Départs volontaires ou départs forcés ?

Dès l'automne 1918, on assiste aux premiers départs de fonctionnaires, mais aussi d'ouvriers, avec un pic pour les mois de novembre et de décembre. Il est difficile de savoir s'ils sont motivés par la pression des chômeurs sur les lieux de travail ou s'ils sont victimes des expulsions encadrées par les militaires, en application de la loi du 9 avril 1849 sur l'état de siège. Les « indésirables » ne sont prévenus que 24 heures avant leur départ et ne peuvent emporter que 40 kg de bagages par personne et un montant de 2 000 marks. Ils sont rassemblés dans la cour du Tribunal cantonal, embarqués à bord de camions, sous les quolibets et les injures de chômeurs alsaciens et de femmes qui ont été prévenus de leur départ par la presse. Les soldats chargés du service d'ordre sont souvent dépassés et doivent dégager la route au moment où le convoi s'ébranle. Au pont du Rhin les scènes de violence se répètent. C'est dans ces conditions qu'environ 6 000 Allemands quittent Strasbourg

15. François UBERFILL, *La société strasbourgeoise entre France et Allemagne (1871-1924)*, op. cit., p. 33-48 et 79-88.

en novembre et décembre 1918 pour rejoindre la rive droite où ils sont remis aux autorités d'occupation. En l'absence de sources, il est impossible de connaître la part des « départs volontaires » ou des expulsions¹⁶.

La priorité : l'expulsion des élites

La fin du mois de janvier 1919 marque un tournant dans le processus des expulsions. La circulaire Clemenceau du 24 janvier met en effet un terme aux expulsions sauvages. Elles se feront désormais en application de la loi du 3 décembre 1849, sous l'autorité du ministère de la Guerre, jusqu'à la ratification du traité de Versailles. Désormais les trois commissaires de la République en auront la responsabilité.

Il est intéressant d'en étudier la chronologie dans la mesure où nos sources permettent de l'établir. Elle s'avère révélatrice des motivations qui animent les autorités et rend possible une comparaison entre le sort réservé aux élites et celui imposé aux classes populaires, permettant de répondre à la question souvent débattue de la volonté de représailles vis-à-vis de la classe ouvrière.

Une des premières expulsions, opérée dans les formes décrites ci-dessus est celle de Harry Bresslau, une des figures les plus marquantes de la *Kaiser-Wilhelms-Universität*, auteur d'une œuvre monumentale sur les sources médiévales de l'histoire allemande. Il reçoit un ordre d'expulsion le 1^{er} décembre 1918. Très tôt, il a figuré sur une liste de pangermanistes, car pendant la guerre il n'est pas resté inactif d'un point de vue politique. Avec un groupe de collègues, les philologues Theodor Nöldeke et Oskar Schultz-Gora, il a signé un texte où il se réclame partisan d'un rattachement de l'Alsace à la Prusse, « meilleur moyen de neutraliser le particularisme alsacien et d'anéantir le sentiment de revanche ». Son expulsion particulièrement brutale ne tient compte ni de son grand âge ni de ses 25 années de présence à Strasbourg. Amené le lendemain matin au pont de Kehl, il doit lui-même transporter ses 40 kg de bagages de l'autre côté du pont. Il rencontre quatre compagnons d'infortune, les universitaires Nowack et Uhlenhuth, Albrecht l'ancien président de l'*Oberschulrat*, la plus haute instance qui coiffe l'enseignement secondaire en Alsace, ainsi que le président de l'église réformée d'Alsace-Lorraine,

16. ADBR, 286 D 177.

von der Goltz. Pourquoi un tel acharnement envers Harry Bresslau ? La volonté de lui faire payer sa prise de position de 1915 ou tout simplement celle de donner un exemple¹⁷ ?

Dans les jours qui suivent, ce sont une dizaine d'autres universitaires qui connaissent le même sort et se voient dans l'obligation de quitter Strasbourg. Mais c'est en deux convois spéciaux, celui du 6 janvier et celui du 5 février que sont expulsés tous les 130 membres restants de la communauté universitaire avec leurs épouses, leurs enfants et leur domesticité¹⁸. Une seule exception fut tolérée celle du professeur en sciences politiques Werner Wittich qui avait choisi de rester en Alsace. Il avait épousé une Alsacienne et avait publié des écrits mettant en parallèle la culture allemande et la culture française ayant façonné l'identité alsacienne.

Par le renvoi sans ménagement des universitaires, joyau de la présence allemande à Strasbourg, dans leurs États d'origine, les autorités françaises voulaient clairement signifier que l'ère de la politique de germanisation était bien révolue. Les professeurs allemands qui avaient enseigné dans les lycées (*Gymnasium*, *Oberrealschule*), connurent le même sort : ils étaient au nombre de 35 au Lycée impérial de Strasbourg, 20 à celui de Colmar.

Le sort du corps pastoral

Des mesures identiques frappèrent le corps des pasteurs. Ils étaient environ 260 dont les 4/5^e étaient luthériens. Ils étaient tous de culture allemande et avaient partagé leurs années d'études entre la Faculté de Théologie de Strasbourg et celles de Tübingen, Marbourg, voire Berlin. Un certain nombre d'entre eux étaient mariés à des Alsaciennes. Tous n'étaient pas pangermaniques et avaient manifesté une attitude réservée durant la guerre. Une minorité toutefois, thuriféraires du régime du *Reichsland*, avaient célébré avec solennité, force sonneries de cloches et prédications enthousiastes, les victoires allemandes. En novembre 1918,

17. ADBR, 121 AL 92. Récit de son expulsion dans *Autobiographie Harry Bresslau. Erinnerung an Harry Bresslau (1848-1926) zum 150^{ten} Geburtstag, Hamburg*. Plaquette publiée à l'occasion de la session solennelle organisée le 21 mars 1981 à l'Institut des Sciences historiques de la Philipps-Universität Marburg.

18. ADBR, AL 901-903 et 286 D 177.

règne un grave malaise parmi eux. Faut-il rester ou partir ? Quitter leur paroisse signifie laisser le poste vacant, car il n'est pas évident que l'on trouvera un remplaçant à la fois germanophone et francophone. Le culte ne pouvait être célébré du jour au lendemain en langue française. Le Directoire se pencha longuement sur le problème et le pasteur Lobstein publia au nom de cette instance la déclaration suivante :

Chers et honorés frères. Si vous estimez que vous ne sauriez vous faire à la perspective d'une Alsace française, s'il y a entre la situation présente et le souvenir de votre passé une contradiction irréductible ; s'il ne vous est pas possible de reconnaître dans les événements de ces dernières semaines l'action de la Providence juste et miséricordieuse, alors n'attendez pas que des rapports étrangers vous désignent aux rigueurs du pouvoir civil et politique [...], n'hésitez pas à tirer sans arrière pensée les conséquences d'une situation anormale, prenez vous-même l'initiative d'un départ volontaire.

Les conséquences furent dramatiques pour les Églises protestantes : 41 pasteurs luthériens sur environ 200 quittèrent ou furent expulsés d'Alsace, dont 11 Alsaciens de père et de mère. L'Église réformée connut un sort encore plus alarmant puisque 27 pasteurs sur 60 quittèrent l'Alsace. Les Églises connurent des difficultés à combler les vides, car peu de pasteurs français se portèrent candidats et il fallut s'adresser à des pasteurs suisses pour prendre en charge des paroisses réformées. Circonstance aggravante, beaucoup d'étudiants en théologie étaient tombés sur les champs de bataille. Ainsi de nombreuses paroisses restèrent longtemps sans titulaires¹⁹.

Quel sort pour les professions libérales ?

Le corps des architectes fut lui aussi fortement touché par les mesures d'expulsion. Ils avaient édifié les palais qui entourent la Place impériale, les bâtiments de l'Université, ainsi que les beaux immeubles de la *Neustadt*. L'histoire a surtout retenu deux grands noms, Fritz Beblo expulsé en janvier 1919. Il a été le concepteur et le réalisateur des Bains municipaux, de nombreux bâtiments scolaires et de la Grande Percée. Il quitta Strasbourg pour rejoindre Munich où il poursuivit sa brillante

19. ADBR, 121 Al 95 et 121 Al 113. François UBERFILL, *La société strasbourgeoise entre France et Allemagne (1871-1924)*, op. cit., p. 255 et 264 (liste des pasteurs expulsés). Catherine STORNE-SENGEL, *Les protestants d'Alsace-Lorraine de 1919 à 1939 : entre deux règnes*, Strasbourg, Société savante d'Alsace, « Recherches et documents », tome 71, 2002.

carrière. L'autre, Johann Knauth, architecte en chef de la cathédrale, a su imaginer une solution pour redresser le pilier nord qui soutenait la tour de l'édifice. Il fut autorisé à rester à Strasbourg jusqu'en 1921, date à laquelle le gigantesque chantier qu'il dirigeait depuis 1912 était presque achevé. Il fut alors sèchement remercié par un décret signé par le Commissaire général Alapetite qui avait succédé à Millerand. Le sort de ces brillantes personnalités fut partagé par 43 de leurs collègues, certains renvoyés dans les premiers mois suivant le retour à la France, d'autres obtenant un sursis pour achever leurs travaux en cours.

Le traitement réservé aux professions médicales fut très différent de celui imposé aux universitaires et aux architectes. Ils n'eurent à subir ni la brutalité de décisions hâtives ni l'humiliation des expulsions collectives. Ils eurent la chance de pouvoir utiliser les procédures mises en place en juillet 1919, celles des commissions spéciales d'examen des étrangers. Créées tardivement, à raison d'une par département, elles ne fonctionnèrent pas seulement comme une instance disciplinaire ou une machine à expulser, mais permirent à certains membres de l'ancienne société du *Reichsland*, des représentants des professions libérales, des négociants et des industriels qui s'estimaient à l'abri de tout soupçon de pangermanisme de poursuivre leur œuvre à Strasbourg. Sur 71 médecins que on pu être recensés à Strasbourg, 40 furent expulsés, 19 partirent volontairement et 12 reçurent l'autorisation de rester²⁰. Il est vrai, qu'avec le départ de nombreux Allemands ils avaient perdu une bonne partie de leur clientèle.

L'exception de l'administration municipale

La commission spéciale de Strasbourg joua un rôle efficace dans l'épuration de l'administration municipale menée sous l'autorité des commissaires généraux successifs qui ont tenu largement compte des avis du maire Jacques Peirottes. Celui-ci avait mis en place des sortes de commissions paritaires pour préparer les dossiers. Si les titulaires de cartes A et B passés devant les commissions de triage ne furent que rarement sanctionnés, parmi les fonctionnaires ou les employés titulaires

20. ADBR, 121 AL 909 à 911. Sur le fonctionnement et le travail de cette commission, François UBERFILL, *La société strasbourgeoise entre France et Allemagne (1871-1924)*, op. cit., p. 225-238.

de la carte D qui choisirent de se présenter devant la CSE, seuls 30 % d'entre eux reçurent un avis d'expulsion. Au total sur l'ensemble du personnel municipal les mesures d'expulsion prononcées ne dépassent pas le chiffre de 230. Le souci de Jacques Peirottes de ne pas désorganiser le fonctionnement des services et son influence auprès de Millerand ont incontestablement joué²¹.

L'administration municipale représente un cas spécifique dans la mesure où le travail au sein de ses services avait intégré tous ses membres, alsaciens comme allemands. L'épisode des opérations de tri et de classement confirme que la Mairie de Strasbourg, à l'opposé des ministères et de l'administration du *Reichsland*, s'avéra avoir été un lieu de rencontre et de brassage des groupes nationaux, ce qui permit l'intégration de nombreux fonctionnaires allemands dans la société alsacienne.

Le cas des ouvriers

Il a été souvent affirmé que les ouvriers ont été les principales victimes des mesures d'expulsion et que l'épuration s'est faite à la fois sur des critères ethniques et des critères de classe. Si l'on raisonne uniquement en termes de nombre, l'affirmation est recevable. Mais elle doit être corrigée par la prise en compte du contexte particulier de l'époque, de la pression des soldats démobilisés désireux d'occuper un poste souvent tenu par des Allemands et des violentes campagnes de presse incitant à la « chasse aux boches ».

L'analyse de quelques cas précis permet de mesurer la complexité et la variété des situations.

21. Il faut nuancer quelque peu ce qui a été souvent écrit sur le sort des employés renvoyés en Allemagne. Le ministère de l'Intérieur de Berlin a créé en février 1919 des comités d'accueil fédérés dans le *Hilfsbund für Elsaß-Lothringen im Reich* ; en mars 1919, ce même ministère a mis en place dans le Pays de Bade, un Bureau d'accueil pour les employés des ministères de l'ex-*Reichsland* et ouvert une antenne à Kehl. Voir : Reinhold SUTTER, *Die ausgewiesenen Elsaß-Lothringer. Ihre Übernahme durch das Reich und bisherige Entschädigung*. Inaugural-Dissertation Zur Erlangung des Doktorwürde einer Hohen Philosophischen Fakultät der Ruprecht-Karls-Universität zu Heidelberg, Frankenthal, Druck von Buchdruckerei Ernst René Grosser, 1927.

L'Arsenal, situé au cœur de l'Esplanade a constitué dès novembre 1918 un grand foyer d'agitation provoquant de nombreux incidents entre ouvriers allemands et alsaciens. L'absence de commandes entraîne des licenciements. Pour prévenir tout risque d'extension du désordre, l'administration militaire met provisoirement au chômage technique l'ensemble des ouvriers. Mais dans les mois qui suivent, les ouvriers allemands sont systématiquement renvoyés dans leur État d'origine.

Aux *Tanneries Adler et Oppenheimer* situées à Lingolsheim et qui emploient en 1918 encore 2 000 ouvriers, l'entreprise souffre d'une baisse des commandes. La direction estime ne pas pouvoir occuper plus de 1 200 personnes. Pour éviter les affrontements, l'administration militaire renvoie en trois convois environ 300 d'entre eux, « des ouvriers actuellement sans travail et dont la présence ne paraît pas désirable ». Les patrons furent autorisés à rester jusqu'en mars 1920, date à laquelle furent nommés un séquestre et un liquidateur.

Les Ateliers de réparation de chemin de fer de Bischheim constituent un des plus gros employeurs de la région, utilisant plus de 1 000 Allemands dont certains étaient très qualifiés. En 1918, les membres de la direction, les ingénieurs et les chefs d'atelier sont pour une bonne part d'entre eux allemands. Les renvoyer en bloc serait fatal à la survie de l'entreprise. Les autorités militaires vont devoir moduler les départs en prenant en compte à la fois la pression des Alsaciens qui ont hâte de trouver un emploi et la nécessité de garder un certain nombre de contremaîtres, de chaudronniers et d'ajusteurs qui ont acquis un savoir faire que les candidats à un emploi ne possèdent pas. En janvier 1919, elles expulsent plusieurs centaines d'ouvriers, puis, au bout de deux mois, se voient dans l'obligation d'aller les rechercher en Allemagne par manque de chaudronniers qualifiés²².

22. ADBR, les sources sont disséminées dans la série 121 AL. Au sujet des grèves consécutives aux mesures gouvernementales : *Journal d'Alsace-Lorraine*, 24 et 25/07/1919 et *Freie Presse*, 23/07/1919. Sur le mouvement ouvrier en 1918-1919, Françoise OLIVIER-UTARD (dir.), *De l'Allemagne à la France : le mouvement ouvrier en Alsace-Lorraine (1890-1920)*, publié par la Société Savante d'Alsace en partenariat avec l'association Alsace Mémoire Mouvement Social (ALMEMOS), 2018.

Essai d'évaluation numérique des départs

Pendant longtemps les historiens se sont contentés de reprendre les chiffres fournis par les auteurs de l'ouvrage collectif *Das Elsass von 1870-1930*, qui estiment les départs entre 100 000 et 112 000²³. Les travaux récents évaluent le nombre total des départs, volontaires ou forcés, à environ 30 000 concernant le Bas-Rhin et 15 000 concernant le Haut-Rhin. En valeur numérique le groupe des employés/fonctionnaires arrive en tête, suivi par celui des ouvriers et des artisans. Nous avons vu que les professions libérales, les architectes en particulier, ont payé chèrement le fait d'avoir contribué à l'édification de la *Neustadt* et d'avoir profité d'une clientèle aisée recrutée parmi les élites allemandes.

L'étude des archives du Commissariat général et du fichier de police de la Ville de Strasbourg permet de nuancer le regard porté sur l'ensemble des opérations menées entre 1918 et 1921. Elle montre que le nombre d'Allemands qui ont réussi à rester à Strasbourg se situe entre 16 000 et 18 000. Ce sont en premier lieu les membres des couples mixtes, surtout lorsque l'époux est alsacien. Dans ce cas, 75 % des ménages restent à Strasbourg ou du moins en Alsace. Ces valeurs élevées dénotent un attrait persistant pour leur ville d'adoption, malgré les tensions engendrées par la guerre, ainsi qu'une bonne intégration à la société alsacienne. Plus étonnant encore, près de 21 % des couples allemands-allemands ont choisi de rester en Alsace. Ils ont eu la chance de pouvoir franchir tous les barrages mis en place. Mais beaucoup, après avoir survécu aux grands bouleversements de 1918-1919, ne réussirent pas à s'adapter au régime français et aux nouvelles conditions de vie et quittèrent l'Alsace à partir de 1920.

23. *Das Elsass von 1870-1932*, ouvrage collectif, 4 volumes, Colmar, Verlag Alsatia, publié entre 1934 et 1936. Le tome 1, estime les départs à 100 000 (p. 519-522) ; au tome 4, le chiffre passe à 111 915, dont 16 541 employés (p. 87). Ces estimations ont longtemps été reprises par une bonne partie des historiens. Suivant la thèse qu'ils voulaient défendre, le chiffre est majoré, rarement minoré. Pierre ZIND, *Elsass-Lothringen, Alsace Lorraine, une nation interdite, 1870-1940*, Paris, 1979, avance le chiffre de 150 000, sans aucune preuve. Bernard WITTMANN, *Une histoire d'Alsace, autrement*, Morsbronn-les-Bains, Édition Rhin und Mosel, 1999, situe les départs entre 100 000 et 150 000 ; dans *Une épuration ethnique à la française. Alsace-Moselle 1918-1922*, Éditions Yoran, 2016, le même auteur n'avance plus aucun chiffre.

Ces quelques éléments versés au dossier du retour de l'Alsace à la France invitent à nuancer quelque peu les affirmations sur le caractère revanchard et systématiquement anti-germanique de la politique mise en œuvre en 1918-1919 par les autorités françaises. Certes, le tri des populations et les commissions de triage ont été instaurés en l'absence de toute garantie juridique et ont opéré des tris reniant le principe républicain du droit du sol remplacé par le droit ethnique vis-à-vis des Allemands. Les mesures ont été à l'origine de décisions souvent injustes qui provoquèrent la colère des Alsaciens. Elles créèrent un traumatisme qui, exploité plus tard par la propagande autonomiste, a alimenté le malaise alsacien. Les expulsions des Allemands, brutales et systématiques, sont à replacer dans le contexte des épreuves endurées par les habitants durant les quatre longues années du conflit. Les élites intellectuelles et religieuses, les professions libérales, et à l'autre bout de l'échelle sociale, le monde ouvrier, ont versé un lourd tribut. Mais, on retiendra qu'à Strasbourg, principal lieu d'installation des Allemands, nombre de ceux qui durant la guerre se sont abstenus de toute arrogance et manifestation ultra-patriotique et qui étaient déjà bien intégrés dans la société alsaciennes, ont pu continuer à exercer leurs activités dans une ville qu'ils avaient appris à aimer.

Résumé

Le sort des populations après 1918 : commissions de triage, expulsions, épuration des administrations et des institutions scolaires et universitaires

Après le refus d'organiser le référendum promis, se pose la question du sort des populations : que faire des Allemands présents en Alsace et des Alsaciens qui s'étaient compromis avec le régime du *Reichsland*? Dès décembre 1918, les mairies distribuèrent des cartes destinées à classer les populations en quatre catégories suivant des critères ethniques.

Sous la pression de la rue chauffée à blanc par une presse revancharde, des commissions de triage qui avaient déjà fonctionné dans les vallées vosgiennes libérées en 1914, furent instituées, chargées de juger des milliers d'Alsaciens accusés d'avoir fraternisé avec le régime allemand et de s'être montrés *deutschfreundlich*, amis des Allemands. Ces commissions, au nombre de douze pour le Bas-Rhin, fonctionnèrent pendant six mois, jusqu'à ce que le Commissaire général Alexandre Millerand mit un terme à leurs travaux.

Parallèlement eurent lieu des expulsions sauvages. En janvier 1919, Clemenceau les règlementa et confia leur organisation aux forces militaires de la IV^e Armée. C'est ainsi que près de 45 000 Allemands sur les 130 000 installés en Alsace furent renvoyés dans leur État d'origine, dont les deux tiers étaient établis à Strasbourg. Les expulsions touchèrent en priorité les anciennes élites du *Reichsland*, mais affectèrent également fortement le monde ouvrier.

Le souvenir de ces mesures a entretenu un ressentiment durable vis-à-vis de la France et a contribué à donner naissance au malaise alsacien.

Zusammenfassung

Das Schicksal der Bevölkerung nach 1918: Sortierungskommissionen, Ausweisungen, Säuberung der Verwaltung, des Schulwesens und der Universität

Nach dem der versprochene Volksentscheid abgelehnt worden war, stellt sich die Frage des Schicksals der im Elsass anwesenden Bevölkerungsgruppen: was tun mit den im Elsass vorhandenen Deutschen und den Elsässern, die sich mit dem System des Reichslandes eingelassen hatten? Ab Dezember 1918 verteilen die Rathäuser Ausweise, die die Bevölkerung in vier Kategorien, nach ethnischen Kriterien einteilen.

Untern dem Druck, der von einer ganz auf Revanche versessenen Presse, aufgeheizte Straße, werden Sortierungskommissionen, wie sie schon in den 1914 befreiten Vogesentäler tätig waren, eingerichtet. Sie sollen über Tausende von Elsässern urteilen, denen man vorwirft sich mit der deutschen Verwaltung verbrüdert zu haben und sich allzu sehr deutschfreundlich gegeben zu haben. Diese Kommissionen, zwölf an der Zahl im Unterelsass, werden sechs Monate lang wirken, bis der Generalkommissar Alexandre Millerand sie auflöst.

Parallel dazu finden willkürlich Ausweisungen statt. Erst Januar 1919 werden diese Ausweisungen von Clemenceau gesetzlich geregelt und ihre Ausführung den Streitkräften der 4. Armee übertragen. In der Folge werden etwa 45 000 deutsche Staatsbürger, von den 130 000 die im Elsass lebten, in ihr Herkunftsland zurück geschickt. Davon kamen zwei Drittel aus Straßburg. Die Ausweisungen betrafen zu aller erst die Eliten des Reichslands, aber verschonten keineswegs die Arbeiterschaft.

Diese Maßnahmen verursachten einen dauerhaften Unmut gegenüber Frankreich und trugen zu dem Entstehen des sogenannten „elsässischen Unbehagens“ bei.

Summary

The future of the population after 1918: setting up commissions meant to sort, expell and cleanse administrations, including schools and universities

After the refusal to organise the referendum – which had been promised initially – the question was: how to deal with Germans living in France and with Alsatians who had compromised themselves with the Reichsland regime? As early as December 1918 municipalities would deal out cards which were meant to classify the populations into four categories, according to ethnic criteria.

Following overexcited public opinion street demonstrations triggered by a vengeful local press, sorting commissions which had already been active in the Vosges valleys after the 1914 liberation were set up to sentence thousands of Alsatians charged with sympathizing with the German regime and with being „deutschfreundlich“ (German-friendly). These commissions (12 for the Bas-Rhin) were busy for a six-month period until Commissioner general Alexandre Millerand decided to revoke them.

At the same time some residents were expelled illegally. In January 1919 Clemenceau regulated their functioning and entrusted the military forces of the 4th Army Corps with it. As a consequence 45 000 out of the 130 000 Germans residing in Alsace (two-thirds of them in Strasbourg) were extradited to their native places. These expulsions concerned mainly the former elites of the Reichsland but also working class people.

The memory of these measures has been the source of an enduring hostility toward France and of the Alsatian malaise.